



Protection des enfants : ce n'est pas la priorité du gouvernement

Suite au terrible meurtre de Lyhanna, 11 ans, des marches et rassemblements ont lieu pour soutenir sa famille et ses proches, et rappeler la réalité des violences contre les enfants. 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles tous les ans. Huit victimes sur dix sont des filles, et la quasi-totalité des agresseurs sont des hommes : ces actes sont une manifestation de la violence du patriarcat.

La récupération sordide et coupable de la droite et de l'extrême droite

Loin d'apporter une réponse systémique, la droite et l'extrême droite répondent comme toujours avec leur discours sur le prétendu « laxisme » de la justice.

Ces politiciens portent pourtant une part de responsabilité, quand ils soutiennent toutes les coupes budgétaires dans les services sociaux, là où précisément les victimes peuvent être écoutées et accompagnées. Ils ne jurent que par l'école privée, où on ne compte plus le nombre d'affaires de pédocriminalité. Et ils s'opposent fermement à la tenue des séances d'éducation à la vie affective dans les écoles, et d'éducation à la sexualité chez les adolescents... qui permettent justement d'apprendre aux enfants à dénoncer des comportements problématiques.

Le gouvernement et la police ont manifestement mieux à faire

Le ministre Darmanin – lui-même accusé de viols – a présenté ses excuses au nom du gouvernement pour les manquements qui ont mené à la mort de Lyhanna.

Les procureurs lui ont répondu en rappelant l'avoir alerté depuis longtemps sur les délais de traitement des plaintes, car leur ministre leur demande de traiter en priorité les affaires de narcotrafic. La police et la justice sont bien plus rapides quand il s'agit de juger en comparution immédiate des jeunes de quartiers populaires pour des petits larcins... ou de convoquer des syndicalistes et des militants qui ont critiqué trop fort le pouvoir !

Des mesures choc sont prises lorsque des affaires éclatent, mais elles sont aussi inefficaces que spectaculaires. Après le scandale des violences dans le périscolaire à Paris, la mairie a suspendu 78 animateurs et animatrices... dont 43 pour des motifs qui n'ont pas de rapport. Elle ne répond pas aux problèmes réels : les

sous-effectifs dans les écoles, où un adulte peut se retrouver à encadrer seul un groupe d'enfants, alors qu'il en faudrait toujours au moins deux, le recrutement de vacataires (10 000 sur les 15 000 animateurs de la ville) sans formation...

Une question d'ampleur et de fond

Les responsables politiques de gauche disent aussi, à leur manière, que la justice n'a pas assez de moyens. Mais c'est d'abord la prévention qui est sous dotée : la répression, elle, n'empêche pas les violences de se produire...

Beaucoup des préconisations rendues en 2023 par la Commission indépendante sur les violences faites aux enfants (Ciivise) pour mieux détecter les cas et accompagner les victimes, ont été rangées dans un tiroir... Après des décennies de suppressions de postes et de baisse des moyens dans les services publics, les écoles et établissements scolaires sont en pénurie de psychologues et d'infirmières, qui pourraient recueillir la parole des enfants et donner l'alerte ; les services sociaux et les centres d'hébergement sont noyés sous les demandes et ne peuvent accueillir des victimes qu'il faudrait éloigner d'urgence de leur agresseur ; la psychiatrie est trop exsangue pour accompagner les victimes.

Cette société est incapable de prévenir l'ensemble des violences faites aux enfants : en 2025, au moins vingt-six mineurs sans domicile fixe sont morts dans la rue, dont quatorze de moins de 4 ans, et au moins cinq adolescents en stage ou en apprentissage ont été tués dans des accidents du travail, puis déjà quatre en 2026.

La raison d'être de l'État, des gouvernements capitalistes, de la police et de la justice, c'est la défense de l'ordre social et de la propriété des plus riches. Jamais la protection des plus vulnérables ne sera leur priorité.

La coupe est pleine

La grève de mercredi s'annonce d'ores et déjà comme une réussite. Ça faisait un paquet de temps qu'une journée de grève ne nous avait pas rassemblés tous métiers confondus ! Les suicides de collègues, les attaques sur nos repos, nos salaires toujours plus bas par rapport à la hausse des prix, il est grand temps de répondre aux attaques de notre direction sur nos conditions de travail, nos vies, nos rémunérations.

Organisons les suites

Une journée ne suffira pas pour faire reculer nos patrons. Il faudra que notre colère s'exprime au-delà du 10. Pour ça, il faut échanger sur nos revendications et les moyens de les faire gagner. Hors de question de se contenter d'une journée carrée, ou de reprendre le travail

Soyons nombreux aux assemblées générales, à nous retrouver entre collègues, à discuter entre nous, et décider ensemble des suites à donner à la journée du 10.

AG Austerlitz : rdv à 10h à l'établissement Traction
AG Montparnasse : rdv à 10h gare Vaugirard
Manifestation à 12h Gare du Nord

Solidarité avec Christelle

Notre collègue Christelle passe aux prud'hommes le lundi 22 juin, elle conteste la décision de réforme que la direction a prise contre elle alors qu'elle avait repris le travail suite à un arrêt maladie. Dégager les inaptes ou les collègues en arrêt maladie, c'est désormais la politique de la direction de l'EIC. Nous ne sommes pas des Kleenex que la direction peut jeter après nous avoir usé au travail, soyons solidaires de Christelle en l'accompagnant ce jour-là. Nous exigeons sa réintégration et un coup d'arrêt aux licenciements/réformes sur l'établissement.

Sale patronat

Suite à un changement d'entreprise de ménage au PRS d'Austerlitz, plus de papier pour s'essuyer les mains. L'ancienne entreprise est partie avec... Il s'en est fallu de peu pour qu'elle parte avec le papier toilette. Pas de cadeau, et surtout pas de petites économies pour ces exploiters, au détriment de leurs salarié-e-s et des cheminots qui travaillent dans les locaux.

Leurs économies, nos morts

Un collègue de l'équipement est mort au travail, la semaine dernière, près de Bordeaux, percuté par un train alors qu'il travaillait sur les voies. Il exerçait un métier pénible, dangereux, toujours plus complexe et soumis aux sous-effectifs, aux pressions des cadences et délais, aux consignes pas toujours claires et parfois contradictoires.

Il n'est jamais normal de mettre sa vie en danger au travail. Les moyens de notre protection, ils existent : la formation, les effectifs suffisant, les cadences moins élevées qui ne rentrent pas en contradiction avec les doubles vérifications et l'application complète des procédures de sécurité. C'est à la boîte de les appliquer.

Rupture conventionnelle : une loi qui restreint un peu plus le droit des chômeurs

Les députés ont décidé de réduire la durée de l'allocation chômage en cas de rupture conventionnelle. Avec comme objectif de faire des économies en rognant sur les droits des salariés. Ces ruptures conventionnelles permettent à un employeur et un salarié de rompre un CDI à l'amiable et au

salarié de toucher des allocations chômage. Ce sont ces dernières qui vont être rabotées. Cette loi est la transposition d'un accord conclu entre les organisations patronales d'une part, la CFDT, la CFTC et FO de l'autre. Une fois de plus, des bureaucrates syndicaux marchent main dans la main avec le patronat pour porter atteinte aux droits des travailleurs.

SYSTÈME SANS ÂGE LÉGAL DE DÉPART, PART DE CAPITALISATION POSSIBLE...
RETRAITES : BARDELLA S'ALIGNE SUR MACRON



Tous ensemble contre la répression

Ces derniers mois, les attaques du patronat et de l'État contre des militants du mouvement ouvrier ont été plus nombreuses que jamais : ils tentent de nous faire taire avec des procès-baillons, des licenciements, des sanctions.

Mais que ce soit pour défendre nos conditions de travail, lancer l'alerte contre les patrons voyous et pollueurs ou afficher son soutien à la Palestine, ils ne nous feront pas taire !

Une manifestation est appelée pour le Samedi 20 juin à 15h, elle partira du siège de la banque postale (Paris 6^e arrondissement, métro Vaneau ou Duroc).

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

🌐 www.npa-revolutionnaires.org | 📷 [npa.revo](https://www.instagram.com/npa.revo) | 🐦 [npa_revo](https://twitter.com/npa_revo)